



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVACOGE - NOVACARB

La Madeleine
34 rue Gilbert Bize
54410 Laneuveville-Devant-Nancy

Références : 2025_0226
Code AIOT : 0006200297

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2025 dans l'établissement NOVACOGE - NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le gaz naturel est un gaz inflammable utilisé dans l'industrie comme matière première, pour la chimie, mais aussi comme vecteur énergétique notamment pour la production de chaleur. Suite à plusieurs retours d'expériences importants relatifs à la mise en œuvre de cette utilité, l'Inspection de l'environnement réalise une action au niveau de la région Grand Est auprès des exploitants ICPE connectés au réseau de transport de gaz naturel. L'objet de cette action est de s'assurer que le retour d'expérience en termes d'incidents et d'accidents de ces dernières années relatif à l'utilisation du gaz naturel et à l'exploitation d'équipement permettant son transfert, a bien été pris en compte par les différents acteurs de la filière (transporteur, utilisateurs industriels, etc.). Le

retour d'expérience identifié dans le cadre de cette action est le suivant :

Retour d'expérience relatif au risque de dépassement de pression en aval du poste de livraison :

Le retour d'expérience montre avec l'accident du 16 août 2011 (TIGF - Biscarosse) que des dépassements de la pression de livraison sont possibles et peuvent impacter le réseau aval des installations annexes (numéro ARIA 40850). En outre, les données transmises à la DREAL par GRTgaz sur ce sujet sur les vingt dernières années montrent que ces dépassements ont été causés, soit lors d'opération de maintenance, soit par des défaillances matériel ; sur 16 dépassements constatés 4 sont dues à des facteurs humains.

Retour d'expérience relatif au risque d'explosion lors des opérations de mise en gaz :

Les retours d'expérience relatifs à l'éclatement le 16 décembre 2008 d'une conduite de gaz naturel sur le stockage souterrain de Cerville exploitée par la société STORENGY (numéro ARIA 45217), ainsi qu'à l'explosion du 20 septembre 2021 au sein de la station d'interconnexion exploitée par GRTgaz et située à Ars-sur-Formans (numéro ARIA 57985 et rapport du BEA-RI référencé 2024-002 du 15 mars 2024), montrent que le risque d'explosion d'une tuyauterie de gaz naturel est à prendre en compte lors des opérations de mise en gaz.

Retour d'expérience relatif au risque relatif au suivi de l'intégrité des ouvrages enterrés :

Le retour d'expérience relatif à la fuite de pétrole brut sur une canalisation de transport desservant la raffinerie TotalEnergies de Donges (numéro ARIA 56551) s'applique aussi aux tuyauteries enterrées des sites ICPE posées ou non au sein d'un fourreau. Le rapport d'enquête référencé 2021-008 du BEA-RI du 7 octobre 2021 montre l'importance de la présence et du suivi de la protection cathodique des tuyauteries enterrées contenant des matières dangereuses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVACOGE - NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0006200297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVACARB SAS est autorisée à exploiter sur le site de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY une centrale de cogénération au gaz naturel réglementé par l'arrêté préfectoral 1998-425 du 23 novembre 1998 modifié. À ce titre, elle est autorisée au titre de la rubrique n°3110 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des installations au sein de	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 1 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'étude de dangers			
2	Prise en compte du retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Intensité des phénomènes dangereux	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 9 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
5	Gravité des conséquences potentielles d'une fuite	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
6	Acceptabilité et réduction du risque	Code de l'environnement du 01/07/2023, article D. 181-15-2 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
7	Effets dominos relatifs aux autres installations à proximité	Code de l'environnement du 01/07/2023, article L. 181-25 (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
8	Contrôle de l'étanchéité de la tuyauterie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Cotation en probabilité de la fuite de la tuyauterie	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur la prise en compte du retour d'expérience relatif à l'utilisation du gaz naturel au sein de l'étude de dangers de la centrale de cogénération au gaz NOVACOG, exploitée par la société NOVACARB SAS située sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY (54410).

Aussi, au regard des constats formulés par l'Inspection lors de la visite, plusieurs non-conformités ont été constatées. En conséquence, outre les demandes d'actions correctives formulées au sein du présent rapport qui nécessitent la mise jour l'étude de dangers de l'installation sous trois mois, l'Inspection de l'environnement propose à Madame le préfet, en annexe du présent rapport, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Celui-ci porte sur la vérification annuelle par l'exploitant de l'étanchéité de ses tuyauteries enterrées de gaz combustible.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des installations au sein de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 1 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : <u>Article 1 (partiel) de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation :</u> [...] Ces études de dangers portent sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients. [...]
<u>A.2 du 1.1.6 (partiel) de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003:</u> [...]. Pour chaque tuyauterie, ou tuyauterie équivalente, doit toutefois apparaître au moins la configuration la plus pénalisante (généralement la rupture 100%). [...]
Constats : La tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 150 et de pression de service de 51 bar, reliant le poste GRTgaz aux installations de l'établissement, est présentée au sein de l'étude de dangers. Néanmoins, celle-ci ne fait pas l'objet de l'analyse de risque alors même qu'elle pourrait avoir des effets hors site au regard de sa position au sein de l'établissement. Le même constat est formulé concernant le poste de NOVACOGE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prise en compte du retour d'expérience

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : <u>Article 2 (partiel) de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation :</u> Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. [...] Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables. <u>5 du B de la partie 2 de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 :</u> Les événements pertinents relatifs à la sécurité de fonctionnement survenus sur le site et sur d'autres sites mettant en œuvre des installations, des substances et des procédés comparables seront recensés. L'étude de dangers précisera les mesures d'amélioration possibles (techniques et organisationnelles) que l'analyse de ces incidents, accidents ou accidents évités de justesse a conduit à mettre en œuvre ou à envisager, ainsi que les enseignements tirés du retour d'expérience positif sur les éléments/dispositifs qui ont « fait leurs preuves ». [...]
Constats : Les retours d'expériences mentionnés dans la partie introductive du rapport relatifs au risque de dépassement de pression en aval du poste de livraison, au risque d'explosion lors des opérations de mise en gaz et au risque relatif au suivi de l'intégrité des ouvrages enterrés, ne sont pas pris en compte au sein de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Cotation en probabilité de la fuite de la tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : [...] Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé. L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de

l'installation considérée. [...]
Constats : Les probabilités inflammation et de fuite des tuyauteries de gaz naturel étudiées au sein de l'étude de dangers sont justifiées sur la base de la littérature (purple book TNO, ARAMIS DC, etc.). Ces probabilités sont cohérentes avec celles mentionnées dans l'annexe du guide d'évaluation par l'inspection des installations classées des études relatives aux risques accidentels des ICPE - Fiche tuyauterie méthane.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Intensité des phénomènes dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 9 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : L'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures. [...]
Constats : La pression prise en compte au sein de l'étude de dangers pour le calcul de l'intensité des phénomènes dangereux et de la tuyauterie alimentant les installations avales est de 45 bar. Or, le jour de la visite, l'Inspection a constaté que la pression de service de l'équipement est de 51 bar. En outre, les effets liés à l'impact d'un projectile ne sont pas détaillés au sein de l'étude de dangers alors que le retour d'expérience d'Ars-sur-Formans montre que ces installations sont concernées par ce type de phénomène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Gravité des conséquences potentielles d'une fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Prescription contrôlée : La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. [...] L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.

<p>Constats :</p> <p>L'estimation du nombre de personnes extérieures exposées ne prend pas en compte le personnel GRTgaz pouvant être présent au sein du poste alors même que l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'opération interne rendu cohérent avec le plan de sécurité et d'intervention du transporteur.</p> <p>En outre, l'évolution de l'environnement à proximité immédiate de l'établissement, suite à l'installation des entreprises NOVASTEAM et NOVAWOOD, nécessite de revoir la quantification de la gravité des phénomènes dangereux identifiés au sein de l'étude de dangers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Acceptabilité et réduction du risque

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article D. 181-15-2 (pariel)
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article D. 181-15-2 (partiel) du code de l'environnement :</u></p> <p>[...]L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. [...]</p> <p><u>2.1.3 de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 :</u></p> <p>[...] Situation n° 2 : un ou plusieurs accidents ont un couple (probabilité - gravité) correspondant à une case « MMR » dans le tableau du sous-paragraphe 2.1.4, et aucun accident n'est situé dans une case « NON » .</p> <p>Il convient de vérifier que l'exploitant a analysé toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables et mis en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers propose les mesures de maîtrise des risques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détecteur de gaz commandant la fermeture de l'électrovanne gaz, - fermeture vanne gaz amont en cas de pression anormale basse (uniquement en cas de rupture guillotine). <p>Les niveaux de confiance proposés sont cohérents avec ceux mentionnés au sein du guide</p>

d'évaluation par l'inspection des installations classées des études relatives aux risques accidentels des ICPE - Fiche tuyauterie méthane.

A noter que dans le cadre des phénomènes dangereux devant faire l'objet d'une prise en compte au titre du constat n°1, l'exploitant devra proposer de nouvelles mesures de maîtrise des risques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Effets dominos relatifs aux autres installations à proximité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article L. 181-25 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers

Prescription contrôlée :

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. [...]

Constats :

Concernant le risque d'effets dominos aux autres installations sur l'établissement de NOVACOGÉ, l'Inspection a constaté le jour de la visite, la présence d'une tente avec un stockage de produits chez l'exploitant NOVACARB jouxtant le poste de gaz naturel de NOVACOGÉ. Au regard de sa position, il existe un risque que ce stockage puisse avoir un impact sur le poste de NOVACOGÉ en cas d'incendie sur ce dernier.

Concernant le risque d'effets dominos de l'établissement de NOVACOGÉ sur les autres installations, l'Inspection note l'absence d'analyse de l'impact des équipements de l'exploitant sur ceux de GRTgaz mais aussi NOVAWOOD. En effet, sur ce dernier point, l'Inspection constate que la tuyauterie de gaz naturel alimentant NOVAWOOD est dans la zone des effets dominos d'une explosion de vapeur en milieu non confiné (UVCE) suite à une rupture de la conduite alimentation de la turbine à gaz (TAG) suivie d'une inflammation retardée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Contrôle de l'étanchéité de la tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des équipements

Prescription contrôlée :

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.

Constats :

Aucun contrôle de l'étanchéité de la tuyauterie de diamètre nominal 150 et de pression de service 51 bar alimentant les installations depuis le poste GRTgaz n'est réalisé. Ce constat est valable pour l'ensemble des tuyauteries de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois